

BRUNELLE, Dorval, *La désillusion tranquille*. Cahiers du Québec, 40, Collection Sociologie. Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

Richard Jones

Volume 33, numéro 1, juin 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303753ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303753ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1979). Compte rendu de [BRUNELLE, Dorval, *La désillusion tranquille*. Cahiers du Québec, 40, Collection Sociologie. Montréal, Hurtubise HMH, 1978.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33(1), 79–81.
<https://doi.org/10.7202/303753ar>

COMPTES RENDUS

BRUNELLE, Dorval, *La désillusion tranquille*. Cahiers du Québec, 40, Collection Sociologie. Montréal, Hurtubise HMH, 1978.

Dernièrement, un étudiant nous a dit qu'il n'avait pas souvenir de la Révolution tranquille car il venait de naître au moment où Jean Lesage et son équipe du tonnerre ont battu le gouvernement d'Antonio Barrette en 1960. En plus de souligner notre vieillissement (nous qui avons des souvenirs de la Révolution tranquille!), cette remarque nous a fait penser qu'il était grand temps d'élaborer une interprétation de cette époque pleine de remous.

Bien sûr, les contemporains de la période nous ont déjà livré des analyses des événements qui se déroulaient devant leurs yeux. Pour les libéraux et leurs sympathisants, par exemple, ces années ont consacré le triomphe de l'efficacité administrative sur le favoritisme pratiqué sous le régime de l'Union nationale. Le Québec devenait enfin un État moderne, au diapason avec le reste du continent nord-américain. Mais pour la revue *Aujourd'hui-Québec*, la révolution tranquille signifiait la laïcisation et la socialisation de la province, bref la destruction de notre mode de vie et de notre culture au sens large. À gauche, des critiques du gouvernement libéral ont soutenu que la « révolution » était largement le fait d'une nouvelle classe moyenne qui d'ailleurs en a profité plus que les autres Québécois. Quant aux écrivains marxistes de *Parti pris*, la révolution n'en était pas une du tout car elle ne changeait rien de fondamental à notre situation de colonisés et de dominés. La seule vraie solution serait la création d'un Québec indépendant et socialiste.

D. Brunelle a l'avantage d'un certain recul du temps quand il s'interroge sur la « vraie nature » de la Révolution tranquille. Dans une longue introduction théorique, il affirme que pour répondre à la question, il faut bien distinguer entre deux niveaux d'activité, le politique et le social. Les révolutions sont fondamentalement d'ordre social. Les gouvernements, représentant les intérêts en place, peuvent (et doivent s'ils veulent survivre) récupérer certaines revendications populaires afin de noyer les ferments d'opposition. Le lecteur devine rapidement où se dirige D. Brunelle. Le début des années 60 est une période de contestation. Le gouvernement Lesage, représentant la bourgeoisie (la nôtre et l'américaine) cherche à tranquilliser ces mouvements potentiellement révolutionnaires. C'est dans ce contexte

qu'il faut regarder les législations dites « progressistes » des libéraux. Reste à prouver la thèse.

Dans un premier chapitre, très long, D. Brunelle reconstitue ce qu'il estime être les éléments essentiels du contexte socio-économique des années 1951-1971. L'objet de ce chapitre est de démontrer, statistiques à l'appui, que loin d'assister à l'enrichissement de la collectivité québécoise au cours de ces années, nous sommes en face d'une « massification croissante des laissés pour compte du développement économique ». Nous nous posons quelques questions cependant sur les données utilisées par l'auteur. Pour démontrer l'appauvrissement des Québécois, il utilise les chiffres du fisc. Mais nous constatons qu'il y a quatre fois plus de Québécois imposables en 1971 qu'en 1951 alors que la population n'a même pas augmenté de 50 pour cent durant cette période. Comment expliquer cet écart substantiel ? De plus, les tableaux présentés par l'auteur ne semblent pas toujours appuyer sa thèse. Ainsi, pourquoi ne pas mentionner qu'en 1950, 69,2% des gens gagnaient un revenu en deça du minimum vital évalué à \$3 000.00 alors que seulement 43,1% se situaient sous ce seuil (majoré pour tenir compte de l'inflation) en 1971 ? Peut-on vraiment parler d'appauvrissement ? Les données de l'auteur sont peut-être intéressantes mais nous estimons que la question est loin d'être close.

Les deux derniers chapitres du volume auraient dû être les plus fouillés si l'auteur avait réellement voulu prouver sa thèse. Malheureusement, ces deux chapitres sont plutôt décevants. En analysant la politique provinciale (chapitre III), D. Brunelle prétend démontrer que « le gouvernement légifère essentiellement en fonction des besoins d'une minorité possédante dont l'activité politique et économique échappe le plus complètement du monde à un quelconque examen démocratique et ce, même quand le gouvernement prend en charge des services sociaux pour en universaliser l'accès ». Mais justement : pourquoi l'auteur ne parle-t-il pas des services sociaux ? Pourquoi passe-t-il presque sous silence le programme d'assurance-hospitalisation ? Pourquoi ne nous offre-t-il pas des données montrant d'où viennent les fonds nécessaires pour payer ces services universalisés extrêmement coûteux ? Et quelle part du budget provincial ces dépenses constituent ? Peut-être faut-il supposer qu'il s'agit simplement de mesures adoptées par un gouvernement bourgeois afin de tranquilliser des masses mécontentes... Dans ce même chapitre, D. Brunelle nous parle aussi de « l'inféodation croissante des fonctions de l'État aux impératifs de la croissance économique des monopoles ». Encore aurions-nous voulu en voir la démonstration. Effectivement, ce que l'auteur qualifie de « survol très rapide » des législations est justement... un survol trop rapide, surtout quand il s'agit de prouver une thèse.

Nous attendions beaucoup du quatrième chapitre. Dès l'introduction du volume, D. Brunelle a parlé du « potentiel révolutionnaire » des masses. Nous avons hâte d'en voir l'évidence, de prendre connaissance des faits et

gestes de « ces groupes d'exploités, dominés techniquement et politiquement, l'unique rempart contre l'ordre capitaliste et ses trafics d'influence plus ou moins occultes ». Mais quel est le contenu du chapitre ? Nous y trouvons quelques pages sur l'attitude généralement positive de la CSN envers le gouvernement, suivies d'une brève description de deux grèves, une dans le secteur hospitalier en 1964, l'autre au journal *La Presse* aussi en 1964. Le lecteur reste sur sa faim car D. Brunelle ne brossera pas de tableau de la contestation sociale de ces années. Mais ce traitement fort mince n'empêchera quand même pas l'auteur d'écrire dans sa conclusion : « Néanmoins, pour compléter, il nous a fallu relever les revendications et les luttes menées contre les forces conjuguées du capital, de la législature, et de la magistrature. » Pour les croyants, une brève analyse de deux grèves peut constituer une preuve suffisante. Mais pour les sceptiques ?

D. Brunelle a tenté de déblayer un terrain difficile et il a en quelque sorte fait œuvre de pionnier. Nous lui savons gré d'avoir élaboré un cadre théorique qui pourrait être utile lors d'une étude de la Révolution tranquille. Mais il reste encore à faire une analyse détaillée de la politique et de la société québécoises au cours de ces années mouvementées afin de confirmer ou d'infirmier la thèse.

*Département d'histoire
Université Laval*

RICHARD JONES